

Dat het gewestelijke ruimtelijke ontwikkelingsplan daarenboven zo snel mogelijk voorlopig moet worden aangenomen, aangezien het noodzakelijk is om het definitief aan te nemen vóór de Europese Unie haar beslissingen treft, zowel op het vlak van de planificatie (het gemeenschappelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan) als op het vlak van de hervorming van de structurele fondsen (Interreg 2c);

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

**Artikel 1.** De nadere regels voor de inzage van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, bedoeld in artikel 14 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, worden hierna vermeld :

De documenten die het ontwerp-plan uitmaken, worden ten minste drie werkdagen vóór de termijn van de terinzagelegging ingaat, neergelegd bij de gemeentelijke overheid.

De gemeenten :

- met 15 000 inwoners of minder krijgen 4 exemplaren van het ontwerp-plan;
- met 30 000 inwoners of minder krijgen 6 exemplaren;
- met 50 000 inwoners of minder krijgen 8 exemplaren;
- met 100 000 inwoners of minder krijgen 10 exemplaren;
- met 100 000 inwoners of meer krijgen 12 exemplaren.

De terinzagelegging wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Het ontwerp-plan ligt ter inzage op het gemeentehuis tijdens de werkdagen en, ten minste eenmaal in de week, buiten de kantooruren na afspraak.

Opmerkingen moeten schriftelijk gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen vóór de termijn van de terinzagelegging afloopt. Na afloop van die termijn worden de opmerkingen aan de gemeenteraad overgemaakt, die ze als bijlage voegt bij het aan de Regering overgemaakte advies.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

M. LEBRUN



F. 98 — 2961

[C - 98/27612]

**29 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'octroi de primes à l'investissement accordées aux entreprises sinistrées  
en raison des inondations survenues du 13 au 15 septembre 1998**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992, notamment l'article 32.12;

Vu l'arrêté royal du 18 septembre 1998 considérant comme une calamité publique les pluies intenses qui se sont abattues les 13, 14 et 15 septembre 1998 sur le territoire de plusieurs communes et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures en vue de soutenir la réalisation d'investissements effectués par des entreprises sinistrées suite aux inondations intervenues au cours du mois de septembre 1998;

Considérant que l'intervention de la Région doit être immédiate afin que les entreprises sinistrées poursuivent leur activité économique sans qu'elles ne connaissent de dysfonctionnement trop important mettant en cause leur existence même;

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- la loi : la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- le Ministre : le Ministre ayant les P.M.E. dans ses attributions;
- l'Administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- le programme d'investissements : un ensemble d'investissements et de dépenses ayant fait l'objet de factures;
- la prime : la prime à l'investissement dont question à l'article 32.4. de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- le début du programme d'investissements : la date de la première facture;
- le code NACE : le code relatif à la nomenclature des activités économiques dans les Communautés européennes tel que défini par le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 modifié par le règlement (CEE) 761/93 du 24 mars 1993.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les inondations survenues du 13 au 15 septembre 1998 sur le territoire de plusieurs communes de la Région sont considérées comme une catastrophe publique en application de l'article 32.12 de la loi.

§ 2. L'étendue géographique de cette catastrophe est limitée aux territoires des communes reconnues comme sinistrées par le Conseil des Ministres dont la liste figure en annexe.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La prime ne peut être accordée qu'aux entreprises n'occupant pas plus de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 845.834.000 FB, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993.

§ 2. Ne sont toutefois admissibles, que les programmes d'investissements présentés par toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale, dans les limites fixées au § 1<sup>er</sup> ou par une division ou siège d'exploitation faisant partie de ces personnes juridiques, et localisé en Région wallonne.

§ 3. Le seuil des investissements à prendre en considération est fixé à 100.000 FB.

**Art. 4.** Il faut entendre par activités exclues en vertu du 2<sup>e</sup> alinéa du § 2 de l'article 32.2. de la loi :

- au point 1 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 65 à 67 et 70 du code NACE;
- au point 2 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 10, 11.1, 12, 23.3, 40 et 41 du code NACE;
- au point 3 de cet alinéa, les activités reprises à la rubrique 80 du code NACE, ainsi que toute société dont l'activité est la délivrance de cours de formation ou l'organisation de séminaires quels qu'ils soient;
- au point 4 de cet alinéa, les activités reprises à la rubrique 85 du code NACE, ainsi que les laboratoires d'analyses médicales, les maisons de repos ou homes pour personnes âgées et les professions de type paramédical telles que assistance en pharmacie, audiologie, diététique, ergothérapie, imagerie médicale, kinésithérapie et physiothérapie, logopédie, orthèse, bandage et prothèse, optométrie et optique, orthoptie, podologie et prothèse dentaire;
- au point 5 de cet alinéa, les activités reprises à la rubrique 92 du code NACE, à l'exception des parcs d'attraction, des villages de vacances et des exploitations de curiosités touristiques;
- au point 6 de cet alinéa, les professions libérales ou associations formées par ces personnes qui n'ont pas de rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Seuls peuvent bénéficier d'une prime, les investissements en terrains et bâtiments, les investissements matériels, les investissements immatériels et les frais de rénovation.

Les frais accessoires relatifs à un investissement matériel suivent le traitement de l'investissement matériel, à l'exception des frais d'établissement repris à la classe 20 du plan comptable minimum normalisé, qui ne sont pas pris en considération.

§ 2. Ne sont pas pris en considération, les investissements suivants :

- les stocks, le goodwill, la clientèle, l'enseigne, le pas-de-porte, la reprise de bail, l'acquisition de participations;
- le matériel de transport dont la charge utile est inférieure à 3,5 tonnes ainsi que les avions, aéronefs et hélicoptères;
- les emballages consignés;
- les conciergeries;
- les villas-témoins;
- les investissements destinés à la location.

**Art. 6.** Les entreprises sollicitant une prime doivent être en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de leur activité, ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Les entreprises doivent en outre respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels reprises dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

**Art. 7.** S'il comporte des investissements immobiliers, les immeubles correspondants doivent être utilisés à des fins professionnelles.

**Art. 8.** Les entreprises ayant été considérées comme sinistrées en raison des inondations intervenues au cours de septembre 1998 peuvent bénéficier d'une prime égale à 15 % du montant du programme d'investissements admis sur base des factures présentées.

A cet effet, les entreprises annexeront à leur demande d'aide tous documents probants démontrant qu'elles ont subi des dommages en raison des inondations, à savoir soit une attestation de la commune, soit une attestation de la province, soit une copie de la demande adressée au Fonds des Calamités.

Cette prime porte sur des investissements et dépenses effectués entre le 15 septembre 1998 et le 30 avril 1999.

**Art. 9.** Les entreprises ayant réalisé des investissements en immeuble, en ce compris les investissements en matériel immeuble par nature ou par destination repris dans l'allivrement cadastral, peuvent bénéficier de l'exonération du précompte immobilier pendant une durée de cinq ans.

**Art. 10.** La liquidation de la prime est subordonnée à la demande de liquidation émanant de l'entreprise, indiquant la fin de la réalisation du programme d'investissements et à la production de la preuve du respect des conditions visées à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent arrêté.

**Art. 11.** La demande de liquidation de la prime ne peut intervenir qu'après réalisation de la totalité du programme d'investissements.

**Art. 12.** Toute liquidation de la prime sera subordonnée au contrôle effectué par l'Administration de la réalisation du programme d'investissements quel que soit le montant de celui-ci.

Ce contrôle peut être effectué soit sur base des pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

**Art. 13.** Le Ministre qui a les P.M.E. dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 15 septembre 1998.

Namur, le 29 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

—  
Annexe

PROVINCE DE LIEGE

Ambève  
Aubel  
Awans  
Aywaille

Baelen  
Bassenge  
Beyne-Heusay  
Blégny  
Burg-Reuland  
Butgenbâch

Chaufontaine  
Comblain-au-Pont  
Crisnée

Dalhem  
Dison

Flémalle  
Fléron  
  
Geer  
Grâce-Hollogne  
  
Herve  
  
Jalhay  
Juprelle  
  
La Calamine  
Liège  
Limbourg  
Lontzen  
  
Malmedy  
  
Neupré  
  
Olne  
Oreye  
  
Pepinster  
Plombières  
  
Soumagne  
Spa  
Sprimont  
Stavelot  
  
Theux  
Thimister  
Trois-Ponts  
Trooz  
  
Verviers  
Visé  
  
Waimes  
Welkenraedt

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 1998 relatif à l'octroi de primes à l'investissement accordées aux entreprises sinistrées en raison des inondations survenues du 13 au 15 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 2961

[C - 98/27612]

**29. OKTOBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Investitionsprämien an Unternehmen, die infolge der Überschwemmungen vom 13. bis 15. September 1998 Schaden erlitten haben**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, insbesondere des Artikels 32.12;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. September 1998, durch den die heftigen Regenfälle, die am 13., 14. und 15. September 1998 auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden niedergegangen sind, zur öffentlichen Katastrophe erklärt werden und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe festgelegt wird;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973, koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, unverzüglich Maßnahmen zu treffen, um die Durchführung von Investitionen zu fördern, die von Unternehmen getätigt werden, die durch die Überschwemmungen im Laufe des Monats September 1998 Schaden erlitten haben;

In der Erwägung, daß die Beteiligung der Region unmittelbar erfolgen soll, damit die geschädigten Unternehmen ihre wirtschaftlichen Tätigkeiten weiterführen können, ohne mit zu großen organisatorischen Schwierigkeiten konfrontiert zu werden, welche ihr Fortbestehen gefährden könnten;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- das Gesetz: das Gesetz vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992;
- der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die K.M.B. gehören;
- die Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;
- das Investitionsprogramm: eine Anzahl von Investitionen und Ausgaben, für die Rechnungen ausgestellt wurden;
- die Prämie: die Investitionsprämie, von der in Artikel 32.4 des Gesetzes vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Reorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, die Rede ist;
- der Beginn des Investitionsprogramms: das Datum der ersten Rechnung;
- das NACE-Verzeichnis: das Verzeichnis über die Systematik der Wirtschaftszweige innerhalb der Europäischen Gemeinschaften, definiert durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 vom 24. März 1993.

**Art. 2** - § 1. Die Überschwemmungen, die vom 13. bis 15. September 1998 auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden der Wallonischen Region stattgefunden haben, werden in Anwendung von Artikel 32.12 des Gesetzes zur öffentlichen Katastrophe erklärt.

§ 2. Die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe beschränkt sich auf das Gebiet der durch den Ministerrat als geschädigt anerkannten Gemeinden, deren Liste die Anlage des vorliegenden Erlasses bildet.

**Art. 3** - § 1. Die Prämie kann nur jenen Unternehmen gewährt werden, die weniger als 250 Personen beschäftigen und deren Jahresumsatz 845.834.000 BEF nicht übersteigt gemäß Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993.

§ 2. Nur jene Investitionsprogramme, die in den unter § 1 angeführten Grenzen von einer natürlichen Person oder einer in der Form einer Handelsgesellschaft gegründeten juristischen Person oder aber von einer Abteilung oder einem Betriebsitz, die Teil dieser juristischen Personen sind und in der Wallonischen Region gelegen sind, eingereicht werden, sind zulässig.

§ 3. Der für die Investitionen zu berücksichtigende Mindestbetrag wird auf 100.000 BEF festgelegt.

**Art. 4** - Als gemäß Artikel 32.2, § 2, Absatz 2 des Gesetzes ausgeschlossene Aktivitäten gelten:

- In Punkt 1 des genannten Absatzes, die in den Klassen 65 bis 67 und 70 des NACE-Verzeichnisses angeführten Aktivitäten;
- In Punkt 2 dieses Absatzes, die in den Klassen 10, 11.1, 12, 23.3, 40 und 41 des NACE-Verzeichnisses angeführten Aktivitäten;
- In Punkt 3 dieses Absatzes, die in der Rubrik 80 des NACE-Verzeichnisses angeführten Aktivitäten, sowie die Aktivitäten jeglicher Gesellschaft, die darin bestehen, Fortbildungsunterrichte zu organisieren oder Seminare gleich welcher Art durchzuführen;
- In Punkt 4 dieses Absatzes, die in der Rubrik 85 des NACE-Verzeichnisses angeführten Aktivitäten, sowie die Aktivitäten der Laboratorien für medizinische Analysen, der Erholungs- und Altenheime, die Aktivitäten in den Bereichen der paramedizinischen Berufe, wie z.B. die Assistenz in der Pharmazie, der Audiologie, der Diätetik, der Ergotherapie, der medizinischen Bildwiedergabe, der Kinesitherapie, der Physiotechnik, der Logopedie, der Orthetik, dem Anlegen von Verbänden und der Prothetik, Optometrie und Optik, der Orthoptik, der Podologie und der Zahnprothetik;
- In Punkt 5 dieses Absatzes, die in der Rubrik 92 des NACE-Verzeichnisses angeführten Aktivitäten, mit Ausnahme der Vergnügungsparks, der Feriendörfer und der Nutzung touristischer Sehenswürdigkeiten;
- In Punkt 6 dieses Absatzes, die freien Berufe oder von Freiberuflern gegründeten Vereinigungen, die nicht in einem direkten Verhältnis zu der wirtschaftlichen Tätigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen stehen.

**Art. 5** - § 1. Nur die Investitionen, die sich auf Grundstücke und Gebäude beziehen, die materiellen Investitionen, die immateriellen Investitionen und die Renovierungskosten können Gegenstand einer Prämie sein.

Die bei einer materiellen Investition entstehenden Nebenkosten unterliegen der gleichen Behandlung wie diese Investition, mit Ausnahme der in der Klasse 20 des normalisierten Mindestbuchungsplans angeführten Niederlassungskosten, welche nicht berücksichtigt werden.

§ 2. Folgende Investitionen werden nicht berücksichtigt:

- die Lagerbestände, der Goodwill, die Kundschaft, das Firmenzeichen, das Aufgeld, die Übernahme eines Mietvertrags, die Ersetzung von Anteilen;

- das Transportmaterial mit einer Nutzlast unter 3,5 Tonnen sowie Flugzeuge, Luftfahrzeuge und Hubschrauber;
- Rückgabeverpackungen;
- Hausmeistereien;
- Modellhäuser;
- zur Vermietung bestimmte Investitionen.

**Art. 6** - Die Unternehmen, die eine Prämie beantragen, müssen den für die Ausübung ihrer Tätigkeit geltenden Rechtsbestimmungen sowie den steuerrechtlichen, sozialrechtlichen und umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Bestimmungen Folge leisten.

Diese Unternehmen sind zudem verpflichtet, alle im Gesetz vom 17. Juli 1975 bezüglich der Buchhaltung und des Jahresabschlusses der Unternehmen angeführten diesbezüglich anwendbaren Bestimmungen zu beachten.

**Art. 7** - Im Fall von Investitionen für Immobilien sind die entsprechenden Immobilien ausschließlich zu beruflichen Zwecken zu benutzen.

**Art. 8** - Die Unternehmen, die als durch die Überschwemmungen im Laufe des Monats September 1998 als geschädigt betrachtet wurden, können in den Genuß einer Prämie gelangen, die 15 % des auf der Grundlage von vorgelegten Rechnungen zugelassenen Gesamtbetrags des Investitionsprogramms entspricht.

Zu diesem Zweck fügen die Unternehmen ihrem Antrag alle Beweisstücke bei, die belegen, daß sie durch die Überschwemmungen Schäden erlitten haben. Bei diesen Beweisstücken handelt es sich entweder um eine Bescheinigung der Gemeinde oder der Provinz, oder um eine Abschrift des an den "Fonds des Calamités" gerichteten Antrags.

Diese Prämie betrifft die Investitionen und die Ausgaben, die zwischen dem 15. September 1998 und dem 30. April 1999 getätigt wurden.

**Art. 9** - Die Unternehmen, die Investitionen an Immobilien getätigt haben, einschließlich der Investitionen an Immobilienmaterial, das aufgrund seiner Art oder Zweckbestimmung in der Katasterstammrolle angeführt wird, können für eine Dauer von fünf Jahren von der Zahlung des Immobilienvorabzugs befreit werden.

**Art. 10** - Die Auszahlung der Prämie ist abhängig einerseits von dem Auszahlungsantrag, der seitens des Unternehmens eingereicht wird, durch den der Abschluß der Durchführung des Investitionsprogramms mitgeteilt wird, und andererseits vom Erbringen des Beweises, daß die in Artikel 6, Absatz 1 des vorliegenden Erlasses angeführten Bedingungen beachtet wurden.

**Art. 11** - Der Auszahlungsantrag der Prämie kann erst dann eingereicht werden, wenn das gesamte Investitionsprogramm abgeschlossen wurde.

**Art. 12** - Jegliche Auszahlung der Prämie unterliegt der von der Verwaltung durchgeführten Kontrolle, durch die überprüft wird, ob das Investitionsprogramm tatsächlich durchgeführt wurde, unabhängig von dem Betrag dieser Investitionen. Diese Kontrolle wird entweder anhand der durch das Unternehmen übermittelten Beweisstücke oder vor Ort durchgeführt.

**Art. 13** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die K.M.B. gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 14** - Der vorliegende Erlaß wird ab dem 15. September 1998 wirksam.

Namur, den 29. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

—  
Anlage

PROVINZ LÜTTICH

Amel  
Aubel  
Awans  
Aywaille

Baelen  
Bassenge  
Beyne-Heusay  
Blégny  
Burg-Reuland  
Bütgenbach

Chaufontaine  
Comblain-au-Pont  
Crisnée

Dalhem  
Dison

Flémalle  
Fléron

Geer  
Grâce-Hollogne

Herve

Jalhay  
Juprelle

Kelmis

Lüttich  
Limbourg  
Lontzen

Malmedy

Neupré

Olné  
Oreye

Pepinster  
Plombières

Soumagne  
Spa  
Sprimont  
Stavelot

Theux  
Thimister  
Trois-Ponts  
Trooz

Verviers  
Visé

Weismes  
Welkenraedt

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 1998 über die Gewährung von Investitionsprämien an Unternehmen, die infolge der Überschwemmungen vom 13. bis 15. September 1998 Schaden erlitten haben, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe  
R. COLLIGNON

—————  
VERTALING

N. 98 — 2961

[C - 98/27612]

**29 OKTOBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de toekenning van investeringspremies aan bedrijven getroffen door de overstromingen  
die zich van 13 tot 15 september 1998 hebben voorgedaan**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, inzonderheid op artikel 32.12;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 september 1998 waarbij de hevige stortregens die op 13, 14 en 15 september 1998 gevallen zijn op het grondgebied van verschillende gemeenten als een algemene ramp worden erkend en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk steunmaatregelen dienen te worden getroffen om bedrijven getroffen door de overstromingen die zich tijdens de maand september 1998 hebben voorgedaan te ondersteunen bij het investeren;

Overwegende dat het Gewest de geteisterde bedrijven onmiddellijk moet tegemoetkomen zodat ze hun economische activiteit voortzetten zonder risico op een te grote functiestoornis die hun bestaan zelf in gevaar zou brengen;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- wet : de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;
- Minister : de Minister van KMO's;
- Bestuur : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- investeringsprogramma : een geheel van investeringen en uitgaven waarvoor facturen werden opgemaakt;
- premie : de investeringspremie bedoeld in artikel 32.4 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;
- begin van het investeringsprogramma : de datum van de eerste factuur;
- NACE-code : de code betreffende de nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap zoals bepaald bij de verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990, gewijzigd bij de verordening (EEG) nr. 761/93 van 24 maart 1993.

**Art. 2. § 1.** De overstromingen die zich van 13 tot 15 september 1998 op het grondgebied van verschillende gemeenten van het Gewest hebben voorgedaan, worden als een algemene ramp erkend, overeenkomstig artikel 32.12 van de wet.

§ 2. De geografische uitgestrektheid van bedoelde ramp wordt beperkt tot de grondgebieden van de gemeenten die door de Ministerraad als geteisterd worden erkend en waarvan de lijst in bijlage staat vermeld.

**Art. 3. § 1.** De premie kan slechts toegekend worden aan bedrijven die niet meer dan 250 werknemers tellen en waarvan de jaarlijkse omzet niet meer dan 20 miljoen ecu bedraagt.

§ 2. In aanmerking komen enkel de investeringsprogramma's die ingediend werden door iedere natuurlijke persoon of in handelsvennootschap opgerichte rechtspersoon, binnen de in paragraaf 1 vastgestelde grenzen, of door een afdeling ervan of door een in het Waalse Gewest gevestigde exploitatiezetel die deel uitmaakt van deze rechtspersonen.

§ 3. De in acht te nemen investeringsdrempel is vastgesteld op 100.000 BEF.

**Art. 4.** Onder activiteiten uitgesloten krachtens artikel 32.2, § 2, tweede lid, van de wet wordt verstaan :

- in punt 1 van dit lid, de activiteiten opgenomen in de klassen 65 tot 67 en 70 van de NACE-code;
- in punt 2 van dit lid, de activiteiten opgenomen in de klassen 10, 11.1, 12, 23.3, 40 en 41 van de NACE-code;
- in punt 3 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 80 van de NACE-code, alsook elk bedrijf waarvan de activiteit bestaat in het verlenen van opleidingscursussen of in de organisatie van seminaries, ongeacht hun aard;



- in punt 4 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 85 van de NACE-code, alsook de laboratoria van medische analyse, de rusthuizen of rustoorden voor bejaarden en de paramedische beroepen zoals apothekersassistent, audiologie, diëtetik, ergotherapie, medische prentenhandel, kinesitherapie en fysiotherapie, logopedie, orthese, bandage en prothese, optometrie en optiek, orthoptie, podologie en tandprothese;

- in punt 5 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 92 van de NACE-code, uitgezonderd de pretparken, vakantiedorpen en uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden;

- in punt 6 van dit lid, de vrije beroepen of de door deze personen opgerichte verenigingen die geen rechtstreeks verband hebben met de economische activiteit van kleine en middelgrote bedrijven.

**Art. 5. § 1.** Alléén de investeringen in terreinen en gebouwen, de materiële investeringen, de immateriële investeringen en de renovatiekosten kunnen aanleiding geven tot een premie.

De bijkomende kosten betreffende een materiële investering worden op dezelfde manier behandeld als de materiële investering, uitgezonderd de in klas 20 van het genormaliseerd minimum boekhoudplan opgenomen oprichtingskosten, waarmee geen rekening gehouden wordt.

§ 2. De volgende investeringen komen niet in aanmerking :

- de stocks, de goodwill, de cliënteel, het uithangbord, het sleutelgeld, het afsluiten van een pachtcontract, het verwerven van aandelen,

- de transportmiddelen waarvan de nuttige last minder dan 3,5 ton bedraagt, alsook de vliegtuigen, luchtvaartuigen en helikopters,

- de met statiegeld belaste verpakkingen,

- de conciërgewoningen,

- de modelvilla's,

- de investeringen bestemd voor de verhuring.

**Art. 6.** De bedrijven die een premie aanvragen moeten de wettelijke bepalingen die de uitoefening van hun activiteit regelen, alsook de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en reglementeringen naleven.

Bovendien moeten de bedrijven alle bepalingen betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen vermeld in de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen naleven.

**Art. 7.** Indien er investeringen in onroerende goederen zijn moeten de overeenstemmende gebouwen voor beroepsdoeleinden gebruikt worden.

**Art. 8.** De bedrijven die beschouwd werden als getroffen door de overstromingen die zich tijdens de maand september 1998 hebben voorgedaan kunnen recht hebben op een premie waarvan het bedrag gelijk is aan 15 % van het bedrag van het op grond van de voorgelegde facturen toegelaten investeringsprogramma.

Daartoe voegen de bedrijven bij hun aanvraag alle bewijsstukken waarbij vastgesteld wordt dat zij schade geleden hebben onder de overstromingen, met name ofwel een getuigschrift van de gemeente, ofwel een getuigschrift van de provincie of nog een afschrift van de aan het Rampenfonds gerichte aanvraag.

Deze premie heeft betrekking op de investeringen en uitgaven verricht tussen 15 september 1998 en 30 april 1999.

**Art. 9.** De bedrijven die investeringen in onroerende goederen verricht hebben, met inbegrip van investeringen in goederen onroerend van aard of bij bestemming ingeschreven in de kadastrale leggers, hebben recht op een vrijstelling van de onroerende voorheffing voor een periode van vijf jaar.

**Art. 10.** De premie wordt pas uitbetaald als het bedrijf zijn aanvraag om uitbetaling, waarin het einde van de uitvoering van het investeringsprogramma vermeld wordt, heeft ingediend en als het bewijs van de naleving van de in artikel 6, eerste lid, van dit besluit vermelde voorwaarden is voorgelegd.

**Art. 11.** De aanvraag tot uitbetaling van de premie kan slechts worden ingediend nadat het investeringsprogramma volledig werd uitgevoerd.

**Art. 12.** Elke premie-uitbetaling zal worden onderworpen aan de door het Bestuur uitgeoefende controle op de uitvoering van het investeringsprogramma, ongeacht het bedrag ervan.

Deze controle kan gebeuren hetzij op basis van de door het bedrijf overgemaakte documenten, hetzij ter plaatse.

**Art. 13.** De Minister van KMO's is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 september 1998.

Namen, 29 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

## Bijlage

## PROVINCIE LUIK

Amel  
Aubel  
Awans  
Aywaille

Baelen  
Bitsingen  
Beyne-Heusay  
Blégny  
Burg-Reuland  
Bütgenbach

Chaufontaine  
Comblain-au-Pont  
Crisnée

Dalhem  
Dison

Flémalle  
Fléron

Geer  
Grâce-Hollogne

Herve

Jalhay  
Juprelle

Kelmis

Luik  
Limburg  
Lontzen

Malmedy

Neupré

Olne  
Oerle

Pepinster  
Plombières

Soumagne  
Spa  
Sprimont  
Stavelot

Theux  
Thimister  
Trois-Ponts  
Trooz

Verviers

Wezet  
Weismes  
Welkenraedt

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 1998 betreffende de toekenning van investeringspremies aan bedrijven getroffen door de overstromingen die zich van 13 tot 15 september 1998 hebben voorgedaan.

Namen, 29 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON